

BULLETIN INTERIEUR

RESOLUTION POLITIQUE

Adoptée au 13ème Congrès National

Numéro 15

Septembre 1958

Prix: 50 Frs

RAPPORT POLITIQUE ADOPTE PAR LE 13^{ème} CONGRES DU PCI

I - UN CHANGEMENT DE REGIME

L'armée, les colons et les ultras ont consti à Alger, grâce à un mouvement de masse réactionnaire extra-parlementaire des Européens, un bastion à partir duquel ils ont exigé la capitulation du régime parlementaire. Le coup d'Ajaccio a complété cette action d'Alger et a servi à agiter la menace d'un coup de force sur le territoire français de la part des parachutistes.

En riposte, il y eut de la part des travailleurs des actions culminant dans la manifestation du 28 Mai à Paris. Sauf quelques rares bagarres avec la police, le mouvement des masses dans son ensemble est resté dans le cadre de la légalité du parlementarisme bourgeois à l'agonie.

La menace de l'armée, complétée par la trahison de la Direction socialiste de Guy Mollet et par la politique parlementaire du PCF a amené l'Assemblée Nationale à capituler et à donner le pouvoir à de Gaulle.

Ainsi, la bourgeoisie a pu franchir une étape importante, opérer un changement qualitatif vers l'"Etat Fort", par la voie froide, c'est-à-dire sans qu'il y ait eu vraiment des chos sociaux. L'initiative prise par l'armée et les colons a contribué à modifier le rapport des forces en France au profit du capitalisme.

Les problèmes fondamentaux (Algérie, économie) qui ont engendré cette crise n'ont pas été résolus : ils subsistent dans leur intégralité, et nous n'avons qu'à répéter à leur sujet ce que nous avons déjà exposé à plusieurs reprises, y compris dans le document préparatoire d'Avril 1958 pour le Congrès, avant l'accession de de Gaulle au pouvoir (B.I. N° 6)

Mais l'objectif de la bourgeoisie au cours de cette crise était précisément de parvenir à occuper des positions politiques qui lui permettraient de rechercher plus aisément des solutions à ses difficultés sur le dos des masses travailleuses de France et des peuples colonisés.

A la place du gouvernement à base parlementaire précaire, elle a confié le pouvoir à des mains plus résolues, moins dépendantes des diverses forces sociales, non seulement des travailleurs, mais aussi de certaines fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Le gouvernement de Gaulle n'a aucun programme comportant des solutions préétablies ; il va commencer par connaître une période difficile de consolidation ; mais s'il parvient à la franchir, le capitalisme aura lourdement changé le rapport des forces en France au détriment des travailleurs.

L'arrivée de de Gaulle au pouvoir constitue donc une victoire de la bourgeoisie, une défaite des masses travailleuses. C'est la première grande défaite de la classe ouvrière en France et en Europe Occidentale depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale.

.../..

II - La nature politique du régime de de Gaulle : Bonapartisme et fascisme -

Parmi les forces et mouvements civils et militaires qui ont contribué à l'abdication du régime parlementaire et à l'arrivée de de Gaulle au pouvoir se trouvent incontestablement des courants fascistes. L'arrivée de de Gaulle au pouvoir a également puissamment stimulé le développement de ces courants. Mais la force principale qui a porté de Gaulle au pouvoir, à savoir, l'armée et les forces de répression de l'Etat, ne relèvent pas dans leur majorité du fascisme et le gouvernement de Gaulle n'est pas un gouvernement fasciste. D'un point de vue marxiste, c'est un gouvernement bonapartiste type.

Le fascisme est caractérisé par l'existence d'un mouvement de masses petites bourgeoises, organisées et armées, utilisées par la grande bourgeoisie pour s'attaquer aux organisations ouvrières (partis et syndicats) et les détruire. De ce point de vue, en France, depuis la fin de la 2ème guerre mondiale, il n'y a pas eu de forts mouvements fascistes. Le seul mouvement de masses petites bourgeoises important, celui de Poujade, charriait incontestablement dans ses eaux des courants fascistes, vivait d'antiparlementarisme, mais il lui a manqué l'organisation capable de s'attaquer au mouvement ouvrier ; il était l'expression de couches petites bourgeoises rendues désespérées, non par le chômage, comme ce fut le cas entre les deux guerres mondiales, mais par les conséquences pour elles des transformations économiques du pays (modernisation, concentration).

Par contre, à Algèr, il y a effectivement un mouvement de masses de type fasciste, formé par les Européens horrifiés par la révolution coloniale montante et les conséquences pour eux de sa victoire. De même, dans certaines formations militaires, (parachutistes) a été développée une idéologie de type fasciste.

Le bonapartisme est caractérisé avant tout par l'érection de l'appareil d'Etat au dessus de la société, jouant le rôle d'arbitre dans celui-ci au profit de la propriété capitaliste dans son ensemble. L'Etat, c'est avant tout l'Armée et les forces répressives qui veulent que l'"ordre" règne dans la maison.

On retrouve, dans de Gaulle, les caractères classiques du bonapartisme en France (voir Marx, "le 18 brumaire de Louis Bonaparte") Il affirme être "la nation", "le peuple", contre ceux (les partis) qui divisent la nation, le peuple.

Sa "démocratie" consiste dans le système plébiscitaire, le référendum qui élimine le choix entre les partis, c'est-à-dire des programmes, et où il faut répondre seulement par oui ou par non, en fait, par rapport à un individu, pour que se manifeste la "volonté populaire".

Les sentiments nationaux, chauvins, sont encouragés à l'extrême.

Le système nouveau tend à l'établissement d'une dictature militaire. Au pays est imposé le régime de la caserne, dans sa mixture de discipline et d'allure de simplicité paternaliste affectée. Les premiers discours de de Gaulle en Algérie ont aussitôt porté la marque du régime : quelques vagues propos sonores, pas de programme, "faites confiance à moi, de Gaulle" ... sinon, est-il encore sous-entendu, ça va barder.

Pour exercer son rôle d'arbitre, le bonapartisme doit utiliser un camp contre l'autre. Dans la période immédiate, de Gaulle arrivé au pouvoir par l'action de l'armée appuyée par les forces de droite doit rechercher en premier lieu à trouver des appuis dans la classe ouvrière. Il ne peut envisager de se livrer ultérieurement à des attaques massives contre la classe ouvrière, contre ses organisations, que s'il a réussi à y opérer préalablement des dissociations et à accroître l'apathie et la résignation. Un des points les plus importants, c'est d'obtenir des appuis dans le mouvement syndical. Le bonapartisme s'efforcera d'intégrer les syndicats dans l'appareil d'état.

A côté de tentatives diverses pour se donner une base de masse, le bonapartisme de de Gaulle va surtout se fixer comme tâche le renforcement de l'appareil d'Etat, et en premier lieu de son appareil répressif.

La première étape du nouveau pouvoir dans ce domaine va consister dans un renforcement des pouvoirs des sommets de ces institutions (discipline renforcée, élimination des influences des formations et hommes parlementaires ...) et un renforcement de leur système d'informations policières.

Le pouvoir de de Gaulle réalise aujourd'hui pratiquement le front unique de toutes les formations de la bourgeoisie. Sa tendance sera de réduire et si possible de faire disparaître les formations politiques bourgeoises, mêmes droitières, qui sont liées à l'existence d'un jeu normal de la démocratie parlementaire et de provoquer une refonte totale du système politique de la bourgeoisie française. La résistance de politiciens bourgeois (Mendès-France, Mitterand ...) est, de la part de ceux-ci une spéculation sur l'avenir afin de ne pas permettre que la fin de la dictature (de quelque manière qu'elle ait lieu) se produise dans un vide politique bourgeois et en présence seulement d'organisations ouvrières ; cette aile de la bourgeoisie ne peut constituer dans l'immédiat une alternative comme elle aurait pu l'être dans le régime parlementaire.

Un des moyens d'action du bonapartisme, aussi important que la répression et peut-être plus important dans la première période sera la corruption portée à un maximum sur le plan personnel. Corruption et répression sont d'ailleurs deux formes complémentaires de l'arbitraire du pouvoir personnel.

Les "comités de salut public" en Algérie sont actuellement le terrain de luttes entre divers courants politiques, les uns fascistes ou fascisants et les autres gaullistes. Les objectifs finaux des uns et des autres sont les mêmes, mais les divergences actuelles portent sur les voies, les moyens, et les rythmes pour y parvenir.

Il existe des tendances ultras (civiles et militaires) qui pensent pouvoir immédiatement capitaliser le coup d'Alger et créer des groupements en France capables de passer à un assaut direct contre le mouvement ouvrier, exigeant la liquidation immédiate des partis. Pour de Gaulle, ces courants peuvent être utilisables pour mieux mener son

"jeu d'arbitre", mais il cherche néanmoins à les réduire, à les contrôler, et à expliquer aux Comités de Salut Public qu'il faut prendre le temps de faire les choses, que l'agitation et l'action trop voyantes peuvent entraîner des réactions de la part des masses, qu'il faut se baser sur ce qui a été fait à Alger, mais ne pas le transplanter tel quel en France. Il tente de transformer les "comités de Salut Public" en organisations de propagande politique gaulliste.

L'évolution des rapports entre bonapartisme et fascisme et le rythme avec lequel de Gaulle avancera dans la réalisation de l'Etat fort dépendent de nombreux facteurs internationaux et nationaux. De toute façon, ce qui vient de se passer dans la deuxième quinzaine de mai a fortement contribué en France à la mobilisation de courants réactionnaires, qui exigeront de l'"arbitre" une politique répressive, anti-ouvrière et colonialiste, qui ne pourra être contenue, comme les opportunistes et les démocrates de tout acabit le pensent, en dressant une "opposition" de gauche de même caractère que du temps du régime parlementaire. Depuis son arrivée au pouvoir, de Gaulle a constamment composé avec ces courants, et notamment a accepté leur revendication d'inclusion de Soustelle au gouvernement.

Tant pour riposter aux groupes fascistes qui veulent s'organiser que pour tenir tête au régime et l'abattre, il faudra recourir à des actions de masse extra-parlementaires, à la lutte de classe développée en vue de parvenir au niveau de la lutte insurrectionnelle. Toute autre conception est en fait l'installation dans le nouveau régime, et signifie une politique qui transformera la défaite en catastrophe.

III - DE GAULLE ET L'ALGERIE :

L'accession au pouvoir de de Gaulle n'a résolu aucune question et surtout pas celle qui a provoqué directement cette accession, c'est-à-dire la question algérienne. L'avenir du pouvoir de de Gaulle dépendra considérablement des résultats qu'il obtiendra sur la question algérienne.

Il ne peut pas reconnaître l'indépendance du peuple algérien. Dès son premier voyage en Algérie, de Gaulle - tout en s'efforçant de ne pas préciser ses intentions dans le détail - a néanmoins accepté les vues de l'armée française, qui ne sont pas nécessairement celles des potentats de la colonisation, mais qui comportent en premier lieu le maintien permanent de cette armée sur le territoire de l'Algérie. L'indépendance est donc refusée, comme il était à prévoir. Mais la situation présente n'est pas viable. L'armée elle-même, par son intervention politique en Algérie même, veut une solution nouvelle à la colonisation.

De Gaulle va chercher à appliquer des mesures économiques et politiques pour tenter de trouver, si possible, quelque écho dans la masse des algériens. Sur le plan social, il ne peut aller bien au delà des maigres mesures de "réforme agraire" entreprises par Lacoste. Sur le plan politique, en l'absence de la création d'un Etat algérien (fédéré ou confédéré dans une association) même une intervention du type de Messali Hadj ne donnera pas grand chose. Reste la possibilité d'une adhésion d'une aile du FLN à un plan quelconque de de Gaulle. Cela suppose d'abord une caution de la part de Bourguiba et de Mohammed V - et tous deux ne paraissant pas très disposés à le faire, car ils ont d'une part, les pires craintes de l'armée française, et d'autre part, se sentent menacés par la révolution arabe montante. Néanmoins, ils viennent de montrer à la Conférence de Tunis qu'ils sont disposés à accorder à de Gaulle un certain délai pour élaborer une solution de compromis.

Si, par suite d'une combinaison de facteurs actuellement très peu probable, de Gaulle arrivait à asseoir pour quelques années un soutien en Algérie, cela donnerait lieu en France au développement d'un large courant gaulliste petit bourgeois, qui exercerait aussi une influence dans la classe ouvrière, et lui permettrait de stabiliser plus facilement son régime en France.

Selon toute probabilité, il se trouvera contraint de poursuivre la guerre en Algérie. Il devra alors lamener avec des moyens plus importants qui exigeront un régime d'autorité gouvernementale accentuée de répression et d'austérité renforcés en France. Dans ce cas, son régime se heurtera en France même à des difficultés sociales, politiques et économiques si grandes que les luttes prendront inévitablement un caractère politique élevé et entraîneront des conflits avec les forces de l'état. Dans ce cas, il se pourrait qu'au front en Algérie s'ajoute éventuellement un second front en France qui mettrait le régime dans des difficultés inextricables. Une telle éventualité est liée à des développements politiques importants au sein des masses travailleuses et surtout de leurs organisations.

La victoire de la bourgeoisie française est en premier lieu le résultat de la coupure tragique entre la révolution algérienne et le mouvement ouvrier français. La défaite de la bourgeoisie française est liée à la fin d'une telle situation et à l'établissement d'une action commune des travailleurs de France et des masses algériennes.

Le tournant dans la situation en France produit par la crise récente a précipité la décomposition de Messali Hadj. Il a également fait apparaître les premières lignes de délimitation de classe au sein du FLN, que l'on peut schématiquement caractériser comme suit : une aile probourgeoise (Ferhat Abbas), une aile paysanne et une aile proouvrière.

Le développement de l'affaire algérienne est également lié aux objectifs des grandes puissances sur l'échiquier international. Tout d'abord, de Gaulle mettra en balance l'engagement à fond dans l'OTAN et le marché européen avec, un soutien de sa politique en Algérie par les Etats-Unis de qui il devra en même temps solliciter une aide financière qu'il obtiendra d'ailleurs en agitant le spectre du "front populaire". La révolution arabe poursuit sa marche en avant, et, par son propre poids, elle ne peut permettre à Nasser de laisser l'impérialisme français écraser le peuple algérien. De même les Etats africains promus depuis peu à l'indépendance ne peuvent, en raison de la pression des masses africaines, renoncer à soutenir le peuple algérien. Enfin, en dépit de toute la perfidie de sa politique envers les peuples des pays sous-développés, ou plutôt à cause de cette duplicité qui la caractérise, la bureaucratie soviétique ne peut pas - pour contribuer à la dissociation de l'alliance atlantique - ne pas soutenir à sa manière incertaine et insuffisante, la lutte du peuple algérien.

.../...

De ce fait, l'affaire algérienne tendra de plus en plus à venir au centre des rapports internationaux et à être un foyer d'autant plus explosif que la victoire de de Gaulle en France se produit à l'encontre des tendances essentielles de la situation mondiale.

Quelles sont les chances de stabilisation du régime de Gaulle ?

On peut dire avec certitude que de Gaulle recevra l'aide financière et le soutien politique de l'impérialisme mondial qui, tout en ayant des réserves sur certains aspects de la conduite de de Gaulle, comprend l'importance de son arrivée au pouvoir pour tout le capitalisme européen et voudra empêcher que la situation française ne se détériore.

L'avenir du régime de Gaulle dépendra avant tout de la question algérienne.

S'il trouvait une "solution" algérienne, résultant des interventions de Bourguiba et de Mohammed V, ainsi que de la capitulation d'une aile du FLN, ses chances de stabilisation deviendraient très grandes.

Le plus probable est qu'il sera amené à poursuivre la guerre en Algérie en raison de la résistance du peuple algérien. Dans ces conditions, pendant une période, cette guerre pèsera en France plus par ses conséquences politiques que par ses conséquences économiques. Celles-ci n'interviendraient qu'à une étape ultérieure, en liaison avec le développement de la récession économique dans le monde.

Le développement de la guerre entraînerait une période de convulsions politiques en France, dont la durée et l'issue dépendront de l'action des masses. De Gaulle ou quelque successeur tendrait à instaurer un régime fasciste. La seule façon de s'y opposer se trouverait dans une action extra-parlementaire, une résistance armée, des maquis, le tout culminant dans une lutte insurrectionnelle.

IV - LA CLASSE OUVRIERE FRANCAISE ET LE TOURNANT DE LA SITUATION

La récente crise d'une part a permis d'apprécier exactement où en étaient parvenues l'apathie et la démoralisation dans la classe ouvrière et d'autre part, a ouvert une nouvelle période de développement politique dans cette classe.

Le coup de force qui d'Alger a amené de Gaulle au pouvoir à Paris a réussi essentiellement pour les raisons suivantes :

- a) la politique des directions ouvrières traditionnelles - notamment sur la question algérienne depuis les élections du 2 Janvier 1956 et la liquidation du mouvement des rappelés en Avril-Mai 1956 - avait entraîné une profonde démoralisation et apathie principalement politique dans les rangs de la classe ouvrière. Toutes les campagnes contre les tortures, les abus de pouvoir, les méthodes de gangstérisme qui avaient

.../...

cours normal en Algérie étaient restées sans grand écho dans les milieux ouvriers ; seuls les milieux intellectuels et étudiants réagissaient à la question algérienne.

La démoralisation a entraîné des conséquences sérieuses dans le domaine économique. Si importante qu'ait été la montée des prix à partir du 2^{ème} semestre de 1957, elle n'a pas eu suffisamment d'effets pour entraîner de grandes luttes ouvrières sur le terrain revendicatif en raison du maintien de la bonne conjoncture économique.

Si la politique d'une partie du patronat (accords de salaires, productivité, avantages maison) a joué un certain rôle dans le développement de l'indifférence politique que la classe ouvrière a manifestée ces dernières années, il n'en reste pas moins que la responsabilité principale en incombe aux directions ouvrières (PCF, PS, et syndicats de masse). La politique patronale tendant à la création de catégories ouvrières privilégiées n'a pu aboutir à certains résultats que grâce à la politique de "particularisation" de la CGT et à l'attitude de collaboration de classe de la CFTC et de FO. Nous devons écarter tout idée tendant à expliquer principalement la situation par les succès d'un prétendu capitalisme populaire ; il s'agit là d'une conception révisionniste engendrée dans les milieux réformistes par la période de haute conjoncture économique.

b) Le coup d'Alger n'a pas suscité une très forte réaction immédiate des masses travailleuses. Les militants n'ont vraiment commencé à prendre conscience du tournant de la situation qu'à partir du coup d'Ajaccio ; les organisations ouvrières ont également réagi à cette opération, mais elles n'ont pas souligné que le danger était dans l'armée et la police.

c) La mise en mouvement des masses - qui a trouvé son expression culminantes dans la manifestation du 28 Mai, a été lente. La riposte a manqué de vigueur par suite de la politique parlementaire, légaliste, de la direction du PCF, laquelle s'était compromise auprès de larges masses par toute sa politique antérieure. La Direction du PCF se savait incapable, en raison de toute la méfiance accumulée, de faire descendre seule dans la rue de très grandes masses ; d'autre part, légaliste, enfoncée dans ses "voies nouvelles", elle ne songeait pas à faire entrer en jeu de fortes minorités ou des corporations qui, par leur action, auraient pu entraîner de beaucoup plus larges couches ouvrières.

Le changement de régime est ainsi le prix que la classe ouvrière paye pour toute la politique parlementariste, légaliste, opportuniste, suivie par le PCF depuis la Libération et pour la politique d'asservissement total de la SFIO, pendant la même période, à la bourgeoisie, d'abandon et de trahison des peuples colonisés, de la révolution algérienne.

Mais en même temps, le coup de force qui a conduit à l'arrivée de de Gaulle au pouvoir a entraîné le début de processus nouveaux au sein de la classe ouvrière, et, plus particulièrement, de sa partie organisée et militante

Si le 6 Février 1934 fut le coup de fouet qui réveilla aussitôt les masses ouvrières et provoqua rapidement, quelques mois plus tard, le rapprochement des deux partis - communiste et socialiste - le coup d'Etat qui a amené de Gaulle au pouvoir a provoqué un début de réanimation politique parmi les militants de la classe ouvrière, mais les conséquences ne sont pas aussi rapides, et ne seront pas aussi directes que ce fut le cas en 1934.

La manifestation du 28 Mai a eu sur le plan numérique une ampleur extraordinaire, dépassant bien des grandes manifestations de la période 1934-1936 et de l'immédiat après-guerre. Mais, sur le plan politique on peut constater des développements inégaux, contradictoires même.

Tandis que les organisations ouvrières traditionnelles s'étaient alignées derrière les partis bourgeois, continuaient à être hostiles l'une à l'autre et n'avaient mis en avant que le seul mot d'ordre de "vive la République", les masses exprimaient d'autres sentiments et aspirations en criant spontanément "Front populaire".

Pour les masses, le 28 Mai était une réalisation de facto du front unique des deux grands partis ouvriers. Pour elles, "front populaire" est l'expression politiquement confuse de leur aspiration au front unique et au gouvernement de front unique. En effet, pour les masses, front populaire signifiait pratiquement l'entente de ces deux partis à la base, où les éléments petits bourgeois locaux sont en général insignifiants. Il est évident que, pour les directions, front populaire a un autre sens dans lequel les dirigeants bourgeois jouent au sommet un rôle majeur. L'aspect positif de la manifestation du 28 Mai, c'est cette aspiration au front unique, ainsi que le mot d'ordre, largement repris par les masses, "paix en Algérie".

Par contre, les aspects négatifs ne manquaient pas dans cette manifestation. Il y avait de très puissantes illusions légalistes, parlementaires. Les masses dans leur majorité croyaient avoir dressé un barrage au fascisme. En outre, la confusion était très grande sur de Gaulle, en qui les masses ne voyaient pas encore le danger principal, en raison, là encore, de la politique antérieure des directions.

Dans la période qui vient, nous allons assister à des phénomènes contradictoires. On pourra voir des courants gaullistes même, dans certaines couches ouvrières. On assistera à des phénomènes de découragement, d'abandon des organisations. D'une façon générale, le mouvement ouvrier et la classe ouvrière dans son ensemble se heurteront à des difficultés accrues et il ne faut pas s'attendre à une période de grands mouvements et à des perspectives de généralisation. Par contre, en réaction à cette situation, on assistera en même temps au développement de courants unitaires et militants au sein des organisations ouvrières et dans celles-ci, une vie politique se développera, qui donnera un terrain de travail précieux pour la propagation des idées marxistes révolutionnaires.

Les proportions relatives entre ces différentes tendances dépendront d'une part de facteurs objectifs (marche de la révolution algérienne, difficultés économiques) mais aussi, pour une part considérable, de ce qui se passera dans le mouvement ouvrier, dans les syndicats d'une part, et dans les partis communiste et socialiste d'autre part.

V - LE PARTI SOCIALISTE

La division au sein du groupe parlementaire socialiste dans le vote d'investiture de de Gaulle est d'une importance capitale. Elle contient en puissance une scission de ce parti qui pourra avoir des prolongements considérables dans tout le mouvement ouvrier.

La division ne s'est pas faite sur la ligne des tendances qui s'étaient exprimées au cours des dernières années. Tandis que Vincent Auriol, pontife des opposants de la veille, donnait à Guy Mollet le coup de main indispensable pour parfaire son opération en faveur de de Gaulle, on a vu des droitiers avérés, des anti-communistes notoires,

voter contre de Gaulle, et même certains se rapprocher des élus communistes dans les jours les plus tendus.

Pour comprendre cette division, il faut revenir à ce qu'a été le PS depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale. Il a constitué, sauf pour la période 1952-55, le pivot du pouvoir gouvernemental en France. De ce fait, à l'ancienne composition du PS, fortement amoindrie dans sa base sociale ouvrière au profit du PCF, étaient venues se superposer des couches petites-bourgeoises et même bourgeoises : on y retrouvait des défenseurs de l'école laïque, une partie de l'ancienne clientèle du parti radical (y compris des politiciens des milieux de la paysannerie) et des carriéristes venus au PS pour s'installer aux échelons moyens et supérieurs de l'appareil de la IV^e république.

Dans ce parti parlementaire, il était inévitable que dominant aux sommets les éléments bourgeois et petits bourgeois. C'est ainsi que le caractère de parti ouvrier réformiste du PS fut estompé et que sa politique fut dictée par sa direction bourgeoise et petite bourgeoise ; on ne voyait sa clientèle ouvrière qu'au moment des élections, sous une forme passive. Toute cette déformation trouva son expression la plus complète sur la question algérienne et avec l'expédition de Suez. On vit même se dessiner des courants pro-fascisants (interventions de Lacoste et Lejeune au Congrès de Toulouse) comme au temps des néos (Déat 1933). A la différence avec cette période où la direction de Blum les exclut, sous la pression de la base du parti, la direction de Guy Mollet dse fit le protecteur de ces éléments.

La menace gaulliste a ébranlé cet assemblage, et la division en puissance tend à se produire suivant des lignes de classe. On a vu s'opposer à de Gaulle des droitiers endurcis, qui ont une base ou une clientèle ouvrière. On a vu la réactionnaire Fédération SFIO du Nord (qui est aussi la plus ouvrière du PS) appuyer la grève du 27 Mai déclenchée par les mineurs CGT. Dans l'opposition à de Gaulle entrent également des laïques (instituteurs ...) qui savent que la dictature militaire entraînera le renforcement du cléricalisme. Par contre, les carriéristes se tourneront vers le nouveau pouvoir.

Certes, la division n'est pas aussi nette, mais c'en est la tendance : ceux qui ont une base, une clientèle ouvrière savent que la consolidation de la dictature militaire et l'élimination du régime parlementaire impliquent la disparition de leur parti en tant que parti ouvrier réformiste lié à l'existence de la démocratie parlementaire bourgeoise.

Inévitablement, il résultera de la rupture que le caractère ouvrier, socialiste, même sous une forme droitier, de la partie du PS qui restera opposée à de Gaulle deviendra plus net.

La rupture n'est pas immédiate pour diverses raisons. Les unes liées à des espoirs de maintenir finalement en dépit de tout l'unité. Mais il est assez probable que la direction Mollet d'une part, l'ancienne minorité d'autre part, vont manoeuvrer pour tenter de rester ou de devenir la majorité du parti. L'opposition à Guy Mollet doit probablement compter sur l'appui de l'Internationale socialiste.

Une rupture dans le PS ne pourra manquer d'avoir des conséquences profondes dans les rapports entre les deux principaux courants politiques au sein du mouvement ouvrier.

La situation objective et la nouvelle figure du PS contribueront à favoriser les courants pour la réalisation du front unique socialiste-communiste. Cela ne sera pas cependant, facile à réaliser. Il y a eu depuis 1935-36 d'énormes méfaits du stalinisme, surtout l'intervention en Hongrie, couronnée par l'exécution de Nagy, qui agiront en sens opposé. Mais la question du front unique en raison de cette transformation se présentera sous une forme nouvelle. Pour les militants communistes, le PS prendra un aspect nouveau qui peut leur faire mieux comprendre la question du front unique et ce qu'elle exige.

On ne manquera pas de voir se manifester des courants pour la constitution d'un parti "travailliste", c'est-à-dire une formation de gauche comportant ouvriers et petits-bourgeois, un parti constituant par lui-même un "front populaire". La tendance à pratiquer une politique d'"opposition de gauche" à de Gaulle, avec Mendès-France et Cie, n'implique pas du tout la fusion avec ceux-ci dans un même parti. Le parti gardera et même accentuera sa nature de classe, son caractère ouvrier, ce qui n'est pas incompatible chez des réformistes ou des centristes, avec une pratique politique de collaboration avec une aile de la bourgeoisie.

La division qui s'est fait jour dans le PS amènera ce PS débarrassé de Guy Mollet à chercher un renforcement aux dépens du PCF, ce qui ne peut qu'aller à l'encontre d'une orientation "travailliste". On verra probablement se manifester dans la classe ouvrière et ses organisations des courants pour un parti unique du prolétariat (voir plus loin).

VI - LE PARTI COMMUNISTE -

La politique du PCF a, au cours de cette crise, été portée jusqu'aux conséquences les plus extrêmes de la conception des "Voies nouvelles" selon laquelle le parlement devait servir de barrage au bonapartisme en même temps qu'à une étape ultérieure d'instrument de la construction du socialisme.

Cette conception des "voies nouvelles" qui avait guidé la politique du PCF depuis la Libération a abouti au fiasco le plus complet, "le général" ayant enlevé ces "voies nouvelles" en mettant en congé le Parlement.

La crise de Mai 1958 a également montré que les masses ouvrières - qui votaient communiste - se sont refusées à suivre totalement la direction du PCF, même aux moments les plus menaçants. L'attitude des masses a été à la fois le produit des enseignements légalistes, parlementaires et celui de leur méfiance accumulée à l'égard de la direction du PCF. Celle-ci en était parfaitement consciente : elle attendait que les organisations réformistes classiques et les organisations bourgeoises appellent à une vaste démonstration de rue pour s'y associer, sachant pertinemment que ces mêmes masses qui allaient descendre dans la rue le 28 Mai n'auraient pas répondu à un appel du PC seul.

La méfiance s'est également manifestée dans la force de la résistance au front unique de la part des autres organisations. Le cas de la CFTC acceptant le front unique avec la CGT sur le plan des revendications économiques et le refusant sur tout plan politique est particulièrement éloquent.

La direction du PCF a montré qu'elle a la plus grande méfiance de la spontanéité des masses, et qu'elle se refuse à s'appuyer sur celle-ci dans sa politique. Ainsi sa Fédération de Paris a condamné après le 28 Mai le mot d'ordre de "Front populaire" qui fut spontanément lancé par les grandes masses ce jour là dans la rue.

La direction du PCF a montré qu'elle est avant tout intéressée à maintenir son emprise sur les membres de son parti et qu'elle est opposée à toute initiative et à tout esprit critique de ceux-ci. Dans toute la période de la crise, elle adressa des consignes à appliquer impérativement, non des directives permettant aux militants de déployer leur initiative. Entre le 28 Mai et le 1^{er} juin ce furent ordres et contre-ordres. Enfin, le 1^{er} juin ne fut pas du tout préparé en fonction du rapprochement qui avait commencé à s'opérer le 28 Mai, mais comme une manifestation spécifiquement PCF, pour rattraper par un "gauchisme" assez timide, l'opportunisme débridé de toute la période précédente et pour étouffer ainsi l'esprit critique dans les rangs du parti.

La session du CC qui a suivi la fin de la crise a montré la direction du PCF moins que jamais disposée à procéder à une critique du passé. Elle se déclare satisfaite de sa politique, de son action. Elle exprime également sa satisfaction de son "beau parti", du fait que l'appareil a été unanime, à la différence de ce qui se passa en 1939-40. Elle persiste dans sa politique parlementariste et "républicaine" en appelant à lutter contre le régime nouveau par un vote "non" au référendum sur la constitution, et en maintenant plus que jamais la fausse alternative, "démocratie ou fascisme" comme problème central de la situation.

Au cours de la période de crise, on a vu se produire un resserrement organisationnel des membres du PCF autour du parti. Le mécontentement et les critiques de la période antérieure furent mis à l'arrière plan, pendant la période de mobilisation précédant le 1^{er} juin, mais n'ont nullement disparu et sont allés se renforçant par la suite, dans bien des secteurs de ce parti. L'absentéisme disparut pour quelques semaines, et les militants se sont appliqués à faire ce qui leur était demandé. Les votes scandaleux de la faction parlementaire communiste pour le gouvernement Pflimlin ne soulevèrent guère de critique ; la nature de l'action qui fut menée (la vigilance dans les permanences, des débrayages sporadiques, sans perspectives ...) ne fut pas critiquée davantage. La seule différenciation qui se fit jour eut lieu entre les membres qui prenaient appui sur la partie des appels à des actions plus dures et les membres qui se contentaient de la partie la plus conformiste des actions envisagées.

Il serait erroné de voir dans cette absence de critique et dans la torpeur qui a suivi immédiatement la crise un changement en faveur de la direction, et de croire que la victoire de de Gaulle a été profitable à la direction du PCF dans ses rapports avec la base du parti. Il y a eu seulement un réflexe d'action contre la menace réactionnaire, puis de défense du parti contre le nouveau régime. En ce qui concerne la politique suivie, dans ce parti qui n'a pas l'habitude de discuter les problèmes généraux tout au cours de l'année, qui a été éduqué à n'envisager que ce qui a été obtenu par chaque organisation à son propre niveau, il faut un certain temps pour que les expériences soient assimilées et trouvent le moyen de s'exprimer en termes politiques généraux.

La défaite affectera le PCF comme tout le mouvement ouvrier ; mais les cadres ouvriers essentiels qui, à la base, forment l'armature du parti dans la classe resteront dans leur grande majorité au parti ; et c'est au sein de celui-ci que se produira pendant toute une période une nouvelle phase de sa crise.

Il faut s'orienter sur un rebondissement de celle-ci qui ne prendra pas les formes de la crise dans un parti au jeu plus ou moins démocratique, mais qui mettra en cause pour la première fois la capacité de la direction.

Non seulement, la récente crise n'a pas fait disparaître la détérioration des rapports entre la Direction, le Parti et les masses que nous avons soulignée antérieurement, mais cette détérioration va s'accroître et la crise au sein du PCF va s'approfondir, car, aux expériences passées viendra s'ajouter la plus récente, aboutissement final de la politique suivie par la Direction Thorez depuis la libération. Tout comme le PS, le PC se trouvait installé dans la démocratie bourgeoise. L'élimination de celle-ci va provoquer dans son sein une crise d'autant plus forte qu'il comprend de nombreux militants révolutionnaires qui, personnellement, ne s'étaient pas adaptés, à la manière de leur direction, à ce régime et qui ne manqueront pas de chercher une issue du côté des moyens révolutionnaires.

Deux ordres de faits montrent que la direction du PCF est parfaitement consciente des dangers qui menacent son autorité dans le parti lui-même :

- a) elle profite de la torpeur qui suit immédiatement la crise pour se livrer à une offensive contre des opposants, allant jusqu'à l'exclusion.
- b) elle a une attitude relativement prudente dans le nouveau conflit Belgrade-Moscou et dans l'exécution de Nagy. Une telle attitude témoigne, non pas que Thorez est devenu "libéral", mais qu'il n'est pas sûr que le parti le suivrait comme par le Passé.

Si en 1956-1957 les militants ouvriers qui ne trouvaient pas le lien entre les problèmes de la déstalinisation dans les Etats ouvriers et leurs préoccupations quotidiennes, depuis lors c'est sur les questions françaises que leur mécontentement s'est développé. Les problèmes soulevés par la défaite actuelle peuvent leur faire relier leurs critiques aux problèmes de la crise internationale du stalinisme. En effet, la crise que vient de traverser la France a montré à nombre de membres du PCF que, dans les masses travailleuses, la direction Thorez trahit le boulet de son soutien et de son alignement sans réserve sur la Direction du Kremlin, Staline hier, Krouchtchev aujourd'hui, et que l'approbation de l'intervention en Hongrie est un obstacle énorme à la réalisation du front unique.

Le fait que la direction Guy Mollet chancelle et sera peut-être bientôt liquidée, portera aussi à la direction Thorez un coup sérieux. Toutes deux entretenaient savamment la division du camp ouvrier et justifiaient ainsi l'une et l'autre leur politique devant la base de leur parti.

Bien que l'arrivée au pouvoir de de Gaulle ait été une des conséquences de l'application de la politique des "voies nouvelles", il serait erroné de penser que les opposants à la direction Thorez repousseront de ce fait les illusions réformistes et parlementaires. Il est à présumer que la défaite renforcera dans les masses les aspirations démocratiques et que, parmi les opposants, on trouvera au début plus de tendances droitières que de tendances de gauche. La direction du PCF persévère dans sa politique opportuniste et elle le fera encore vraisemblablement même si elle devait à une période ultérieure, engager à son corps défendant une lutte extra-parlementaire pour se défendre contre la dictature militaire. Cela n'empêchera pas la formation de courants d'opposition de .../..

droite, non pas tant sur le fond de la politique de la direction mais sur le qui et le comment, c'est-à-dire contre cette direction inféodée à Moscou et manœuvrière par rapport à son parti et à tout le mouvement ouvrier.

Enfin, l'évolution du PS, surtout l'élimination de la direction Guy Mollet renforcera dans le PCF des courants droitiers et fera poser la question du parti ouvrier unique, de l'unité politique ouvrière sous prétexte de mieux résister à la dictature.

VII - DIVERS GROUPES ET LA CRISE -

L'UGS n'a pas eu de politique propre au cours de la crise, mais elle a joué un rôle gauchisant. Les membres de l'UGS se sont trouvés associés aux actions menées par le PC et la CGT. L'UGS s'est timidement distancée des votes de la fraction parlementaire communiste et a préconisé des actions plus vigoureuses ; une affiche de la région parisienne a même fait allusion à l'armement du peuple.

Pendant encore une période, en raison de cette attitude, l'UGS peut gagner des éléments désireux de combattre. Mais, étant un courant petit-bourgeois, elle ne pourra pas constituer un pôle d'attraction dans le mouvement ouvrier. Déjà une grande partie de ses militants pose la question de l'unité avec le futur PS, qui lui, est un parti ouvrier.

Le groupe Lambert a parachevé son évolution politique au cours de cette crise. Il a vu à la fin de celle-ci son leader "bolchevick" de la révolution algérienne Messali Hadj, commencer à filer dans les eaux gaullistes. Quant à ce groupe proprement dit, il a signé, d'une part, une déclaration "républicaine" avec la SFIO, les radicaux de tout acabit, le RGR, et d'autre part, formé un "comité d'action révolutionnaire" avec des groupements anarchistes. Ces deux comités ont été inexistants au cours de la crise. Le seul tract signé exclusivement par le groupe Lambert lui-même est de contenu syndicalisant. Il y est question de la défense des libertés et des revendications ouvrières. La signification politique de la crise et les solutions ouvrières y sont absentes, ainsi que la question du front unique du PC et du PS.

La "nation socialiste" de Lecoœur-Hervé, confirmant ses attaches avec Guy Mollet, adopte une position pro-gaulliste, le danger principal pour ce groupe n'étant pas dans l'accession au pouvoir de de Gaulle qui aurait été effectuée démocratiquement, mais dans la direction du PCF.

VIII - NOS TACHES POLITIQUES

La crise que nous venons de traverser a montré de façon tout à fait indiscutable : a) que la situation était caractérisée par des tournants brusques au cours desquels toutes les contradictions de la situation perçaient à la surface. ; b) que par suite, les mots d'ordre les plus essentiels de notre programme de transition (Comités, grève générale, armement, milices, gouvernement ouvrier-paysan ...) prenaient dans des délais extrêmement courts une importance extraordinaire du point de vue de l'agitation et de l'action, en correspondance avec le développement de la situation objective.

L'établissement du nouveau régime, s'il parvenait à se consolider, pourrait avoir pour conséquence que de grandes crises révolutionnaires soient momentanément différées par l'exercice de la dictature militaire, mais les caractéristiques fondamentales de la situation ne seront pas modifiées. L'arrivée de de Gaulle au pouvoir n'est aucunement comparable à celle d'Hitler qui rejeta le mouvement ouvrier allemand très en arrière pour de longues années. De Gaulle est au pouvoir sur un arrière fond international caractérisé par un rapport de forces défavorable au capitalisme, par le développement de la révolution coloniale et la progression des Etats ouvriers. La victoire de de Gaulle est une mesure pour contenir et refouler la marche de la révolution européenne, dans le pays d'Europe où la tension sociale tendait à culminer en raison de la désintégration du système parlementaire bourgeois. Par son initiative, la bourgeoisie occupe de meilleures positions politiques par rapport aux années passées, mais - comme il a été dit plus haut - les problèmes restent à résoudre, et le principal d'entre eux, le problème algérien, met de Gaulle en présence non seulement du peuple algérien, mais de la révolution coloniale dans son ensemble.

De ce fait, la situation en France continue à comporter d'énormes contradictions, et, après une première période pendant laquelle de Gaulle tire les conséquences immédiates de sa victoire - elle est susceptible d'exploser dans des crises révolutionnaires. C'est pourquoi il importe que le parti soit préparé dans toute la mesure du possible pour de telles éventualités. Il s'agit avant tout d'une préparation politique qui permette à chacun de ses membres de comprendre que nos mots d'ordre essentiels ne sont pas des formules rituelles, valables pour des échéances lointaines, répétées parce qu'elles se trouvent dans notre programme, mais les mots d'ordre que toute grande crise amène objectivement au premier plan.

La meilleure préparation pour ces situations est donc l'assimilation la plus complète de notre programme de Transition. A condition que nos mots d'ordre soient présentés dans les périodes dépourvues d'agitation et d'action immédiate, sous la forme propagandiste appropriée, il ne faut pas craindre de les répéter sans cesse dans notre presse et dans toutes nos manifestations publiques. Au cours de la crise qui vient de se produire, ce sont nos mots d'ordre qui correspondaient objectivement aux besoins de la situation. Il en sera de même à l'avenir.

Notre propagande devra insister sur un certain nombre de thèmes essentiels, qui sont en opposition totale aux idées développées par les stalinien ou les sociaux démocrates, y compris ceux de gauche :

- 1) le dilemme n'est pas démocratie ou fascisme, mais socialisme ou Etat Fort.

Sur ce point, les stalinien se trouvent même en retrait par rapport à certains membres de l'UGS qui sont dans la confusion quant aux voies vers le socialisme, aux mots d'ordre et à la question du parti.

En liaison avec ce dilemme, nous devons clarifier un certain nombre de problèmes : le capitalisme et le système parlementaire démocratique - le rapport des forces entre les classes, la petite bourgeoisie, les classes moyennes et le socialisme.

- 2) la question des voies nouvelles vers le socialisme : voie révolutionnaire et "voies nouvelles"
- 3) la liaison entre la révolution algérienne et la situation en France. C'est la coupure entre la révolution algérienne et le mouvement ouvrier français qui a amené de Gaulle. C'est la liaison entre les deux

qui abattra cette dictature et qui fera triompher le socialisme en France et en Afrique du Nord.

- 4) L'importance d'un programme de front unique comportant non seulement des mesures de défense des intérêts immédiats des travailleurs, mais aussi des mesures anti-capitalistes liées au mot d'ordre d'un gouvernement des travailleurs porté au pouvoir par le front unique et commençant à s'attaquer au capitalisme.

La situation nouvelle entraîne des conséquences contradictoires, Par suite de la défaite, les travailleurs se trouvent rejetés immédiatement sur la défensive, en face d'un gouvernement, d'un patronat et de groupements réactionnaires désireux d'exploiter le nouveau rapport de forces établi par la venue au pouvoir de de Gaulle. En conséquence, les mots d'ordre d'action et d'agitation immédiats vont se trouver le plus souvent en recul par rapport à ceux de la situation précédente. Mais, par suite de cette défaite qui a éliminé le régime parlementaire, la perspective apparaîtra avec beaucoup plus de netteté, la nécessité de recourir à des méthodes de lutte plus énergiques se fera sentir bien davantage ; dans la propagande, ce sont les mots d'ordre les plus élevés et les plus fondamentaux qui ressortiront davantage. Nous devons nous attacher à effectuer constamment la liaison entre les uns et les autres. La marche des événements montrera que cette liaison s'effectue à un moment donné dans des délais extrêmement réduits.

Nous devons souligner la nécessité de maintenir et de développer les comités anti-fascistes, non en vue d'une "défense de la république" démobilisatrice et paralysante, mais de l'organisation d'une nouvelle Résistance, destinée à abattre la dictature militaire par l'action au niveau le plus élevé et à instaurer une République socialiste

En opposition au régime de pouvoir personnel, nous préconiserons la tenue d'une Assemblée Représentative unique (Constituante révolutionnaire) pour décider des formes sociales et politiques nouvelles.

Les luttes immédiates de la classe ouvrière auront avant tout un caractère défensif et porteront sur les problèmes suivants :

- défense des organisations et des militants contre la répression patronale et gouvernementale ; lutte contre les formations fascistes.
- lutte pour les revendications économiques immédiates, défense du niveau de vie et des droits acquis,
- lutte contre les 27 mois ; paix en Algérie, etc ...

Nous soutiendrons les luttes qui se produiront dans les diverses organisations pour éliminer les vieilles directions traites ou faillies de Guy Mollet et Thorez. Nous soutiendrons également les courants qui oeuvreront dans un sens progressif pour la rénovation du mouvement ouvrier sous la forme de deux partis - un véritable parti communiste, marxiste révolutionnaire ; et un parti socialiste correspondant aux couches non révolutionnaires de la classe ouvrière.

A la question de l'unité politique de la classe ouvrière, nous répondons :

- a) sur le plan de l'action, l'unité doit se réaliser par le front unique nécessaire et possible, car l'action ne peut pas dépendre de la résolution préalable des questions programmatiques.
- b) sur le plan idéologique, l'unité ne peut se faire que sur un programme qui répondra aux questions fondamentales posées au mouvement ouvrier depuis la révolution d'Octobre jusqu'à ce jour, sinon l'organisation unifiée se trouvera impuissante dans les moments décisifs,

.../...

ainsi que cela s'est vérifié dans de nombreux cas à travers le monde.

En ce qui concerne le développement de courants oppositionnels dans le PCF, nous ne pouvons préjuger les plates formes et les formes d'organisation qui se manifesteront à l'avenir, et par conséquent, les tactiques que devront suivre les militants qui dans le PCF s'orientent sur une plate-forme d'opposition de gauche. Pour le moment où il s'agit encore principalement d'un travail propagandiste mené par une organisation nécessairement réduite, et clandestine (à l'exception de quelques noms indispensables pour la garantie auprès des membres du PCF), nous devons encourager ces militants à opposer à la politique du PCF une plate-forme d'action révolutionnaire et à procéder à un important travail de clarification politique sur la question des "voies nouvelles" et sur celle de la perspective "socialisme ou état fort", en opposition non seulement à la direction du PCF, mais aussi aux courants droitiers.

La question de l'unité syndicale prend une importance accrue parce que :

- a) la situation nouvelle agira dans le sens de l'unité syndicale auprès de militants syndicaux communistes et socialistes également hostiles au régime nouveau
 - b) la CGT constitue un grand obstacle à la réalisation de l'Etat Fort.
- Par conséquent, son existence et sa capacité d'action seront d'autant plus raffermies qu'elles ne sera pas seulement une des centrales syndicales dans le pays, mais la centrale reconnue comme telle par l'écrasante majorité de la classe ouvrière.

Notre position sur cette question reste la suivante : unité syndicale avec droit de tendance (celui-ci ne constituant pas pour nous cependant une condition sine qua non). Mais pour contrecarrer les manoeuvres réformistes et situer la question sur un plan révolutionnaire, nous nous opposons à toute idée de subordination des luttes à la réalisation de l'unité syndicale ou même d'un accord des sommets. La réalisation de l'unité syndicale sera au contraire favorisée par le développement des luttes ouvrières, et celui-ci dépend de la mise en avant par la CGT d'un programme revendicatif juste, de méthodes de lutte correctes, et d'une incessante tactique unitaire.

o o
o

La nouvelle situation en France marque la fin d'une étape ouverte à la Libération par le rétablissement de la démocratie parlementaire bourgeoise, grâce à l'intervention des directions ouvrières traditionnelles en faveur de l'Etat et de l'économie capitaliste ; elle s'achève par une défaite du mouvement ouvrier et l'instauration d'un pouvoir personnel. De ce fait, les courants inévitables de démoralisation et de reflux politique rendront certains aspects de notre activité dans la classe ouvrière et dans le mouvement ouvrier plus ardu. Mais la nouvelle période ouvre la voie à de grandes transformations dans le mouvement ouvrier. La situation objective nouvelle mettra à l'ordre du jour des problèmes et des tâches qui n'ont de réponse que dans notre programme.

Le 13^{ème} Congrès du Parti, en contribuant à clarifier tous les problèmes qui se sont présentés dans la période écoulée, doit permettre à chacun des membres de mieux assimiler son programme et sa valeur irremplaçable, précisément pour les moments les plus intenses de la lutte des classes. Il préparera ainsi politiquement le parti pour affronter une période qui comportera de grandes difficultés, qui exigera énormément de chacun, afin de pouvoir déboucher sur des situations éminemment révolutionnaires.